

CHINE - POLITIQUE : Pékin contre Washington, le choc programmé



Jean-Pierre Cabestan vient de publier dans les cahiers de la **fondation Robert Schuman** une passionnante étude sur la Chine alors que le XXème congrès du parti communiste chinois vient de s'ouvrir. Nous en publions des extraits.

La Chine est ambitieuse, elle le fait savoir et tout le monde commence à en prendre conscience. À tel point qu'un nombre croissant d'observateurs craignent de la voir prendre de plus grands risques pour atteindre ses objectifs et ainsi tomber dans le fameux « piège de Thucydide » ; bref, de se lancer dans une guerre, notamment autour de Taïwan, qui impliquerait forcément les États-Unis.

Son but n'est-il justement pas de supplanter l'Amérique pour devenir la première puissance au monde ?

Si, d'ici 2028 ou 2030, l'économie chinoise dépasse en valeur de son PIB l'économie américaine, on peut douter qu'elle parvienne à détrôner les États-Unis de son piédestal. Celui-ci sera sans doute moins haut et plus contesté.

Mais plutôt qu'à une transition de puissance, le monde est en train d'assister à l'émergence d'une nouvelle bipolarité, durablement asymétrique et, sans doute aussi, à une nouvelle guerre froide. « GUERRE IMPROBABLE, PAIX POSSIBLE »
Tout d'abord, qu'en est-il de Taïwan, le scénario de guerre le plus probable ? Depuis 2021, Pékin a multiplié les bruits de bottes aux alentours de cette île, devenue démocratique en 1996 et qui a pour nom officiel la République de Chine, par opposition à la République populaire de Chine, le régime fondé par Mao Zedong en 1949 et présidé actuellement par le puissant Xi Jinping.

Le gouvernement chinois a envoyé à de multiples reprises ses avions de chasse défier la zone de défense aérienne taïwanaise.

Il cherche à interdire aux bateaux de guerre des pays tiers de traverser sans son autorisation le détroit de Taïwan, ce bras de mer de 150 km de large qui sépare les deux Chine. Mais est-il prêt à annexer par la force Taïwan ? Dans cinq ou dix ans, la Chine en aura les moyens sauf si les États-Unis interviennent, ce qui est de plus en plus probable, au regard de toutes les déclarations émises par l'administration Biden depuis sa prise de fonction et de la mobilisation de plus en plus ouverte du Pentagone pour, justement, dissuader l'Armée populaire de libération (APL) de se lancer dans une telle aventure.

À plus long terme, la question est double : quel camp aura le cran de risquer de déclencher un conflit nucléaire si ses plans d'attaque ou de défense venaient à échouer ? Si pour la Chine, Taïwan constitue un intérêt vital, ce n'est pas le cas pour les États-Unis. Par voie de conséquence, on peut craindre que, dans un avenir plus lointain et en dépit des engagements au demeurant assez vagues pris envers Taipei, Washington contraigne cette capitale d'accepter une forme d'unification en échange de la préservation de sa démocratie.

La suite sur [le site de la Fondation Robert Schuman ici](#)